Pour la défaite du pouvoir gaulliste

VOTEZ

Charles MONIER

DIRECTEUR D'ÉCOLE

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electeurs, Electrices,

LE 23 JUIN, vous êtes appelés à vous prononcer sur 10 années de pouvoir gaulliste. L'entretien télévisé du Général De Gaulle est de nature à vous édifier, puisqu'il a dressé en fait un constat de faillite de sa politique, notamment caractérisée par l'instabilité ministérielle qu'il fustigeait au début de son règne.

Les multiples replâtrages gouvernementaux sont le reflet des contradictions profondes qui existent entre les aspirations populaires et la politique du pouvoir gaulliste.

Tandis que les profits capitalistes n'ont cessé d'augmenter, les ouvriers ont vu leur niveau de vie stagner et même diminuer. La hausse des prix, l'augmentation des impôts et des loyers, le démantèlement de la Sécurité Sociale, les 500.000 chômeurs, l'insécurité des petites exploitations agricoles, les difficultés inouïes des petits commerçants avec l'introduction de la T.V.A. Telles sont les caractéristiques de la politique antisociale du pouvoir gaulliste.

Un système d'enseignement dépassé, des équipements scolaires, culturels notoirement insuffisants, des dizaines de milliers de jeunes, ouvriers et étudiants sans emploi : voilà ce que le pouvoir gaulliste a apporté à la jeunesse française à qui il avait promis un bel avenir.

Si dix millions de travailleurs sont entrés en grève, c'est parce que pendant dix ans le pouvoir gaulliste a sacrifié leurs intérêts en même temps que l'intérêt du pays, aux exigences des grands monopoles capitalistes dont De Gaulle est le fondé de pouvoir.

Incapable de comprendre le sens de ce mouvement d'une puissance exceptionnelle, le Général De Gaulle cherche une issue pour se raccrocher à tout prix au pouvoir. Il se découvre une « vocation révolutionnaire » en se prononçant contre le communisme et le capitalisme mais tente de relancer « l'association capital-travail » sur le thème de « la participation » qui constitua le fondement social des régimes fascistes de Mussolini et d'Hitler et aussi de Pétain.

Il recourt une fois de plus à la grossière diversion anti-communiste et se présente à nouveau comme le Sauveur suprême en attribuant au Parti Communiste Français des desseins de subversion afin de renforcer sa propre dictature contre la classe ouvrière et le peuple.

Dans le même temps, il suscite avec le concours de Roger Frey, qu'il vient de libérer de ses fonctions gouvernementales, le regroupement des factieux qui n'ont aucune base de masse, mais s'organisent « en ligue civique » avec d'anciens O.A.S. comme Salan qui sort opportunément de prison, Bidault et Soustelle qui réintègrent le territoire français.

Le climat de peur qu'ils voudraient entretenir pour masquer la faillite du régime gaulliste, n'aura pas plus de prise que les menaces proférées par De Gaulle contre les travailleurs en grève qui poursuivirent cependant leur mouvement jusqu'à son dénouement satisfaisant.

Un homme intègre au dévouement sans bornes, dont ses adversaires reconnaissent ses qualités et ses capacités.

Au cours de cette grève sans précédent, les travailleurs ont établi le lien entre l'intransigeance patronale et la politique antisociale du pouvoir gaulliste. Un cri unanime a retentit dans les usines, les bureaux et les universités : « Dix ans ça suffit ! »

Ces événements d'une importance considérable ont mis en évidence la fermeté, le sang-froid et l'esprit de responsabilité du Parti Communiste Français.

Pour l'avènement d'un Gouvernement Populaire et d'Union Démocratique

LES événements récents ont montré avec éclat l'efficacité de l'action du Parti Communiste au service de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse et de l'ensemble de la population. Dans un même souci, il a défendu avec conséquence et depuis longtemps les intérêts immédiats et à venir des étudiants et des enseignants.

L'objectif immédiat que se propose le Parti Communiste Français est de remplacer le pouvoir gaulliste par un gouvernement populaire et d'union démocratique au sein duquel les communistes agiront en faveur du progrès, de l'amélioration des conditions de vie, de la défense et de l'extension des libertés, de l'indépendance nationale et de la paix.

UN PROGRAMME RÉALISTE

Le programme du Parti Communiste Français prévoit des institutions consacrant la souveraineté nationale, avec un gouvernement responsable devant les élus et dont la stabilité doit être fondée sur l'entente des partis démocratiques autour d'un programme commun de gouvernement.

Le programme du Parti Communiste Francais est un programme social avancé en matière de rémunération et de législation du travail, fondé sur les aspirations des travailleurs, des mal-logés, des femmes, des personnes âgées et des anciens combattants.

Il préconise le développement d'une agriculture moderne et la défense des exploitations familiales, notamment par la garantie des prix, le soutien de la coopération agricole, le rétablissement et l'amélioration du statut du fermage et du métayage et la protection des cultures spécialisées de notre région.

Pour la jeunesse, il réaffirme son attachement à la réforme scolaire et universitaire s'inspirant du plan Langevin-Wallon, comportant l'attribution du quart du budget de l'Etat à l'Education Nationale, la prolongation de la scolarité jusqu'à 18 ans, la démocratisation de l'accès à l'enseignement, le droit de vote à 18 ans, etc...

Avec Pierrelatte, nous proposons la création à des fins pacifiques d'une grande industrie atomique nationalisée qui contribuerait au développement de la science, à l'expansion industrielle de notre région, et favoriserait la vocation touristique du plateau d'Albion, du Diois, tout en permettant le reclassement de milliers de travailleurs.

Toutes les dispositions sociales de ce programme sont accompagnées de mesures économiques qui en rendent possible son application : nationalisation des grands monopoles, des secteurs clés, des banques d'affaires, mise en œuvre d'un plan économique garantissant le plein-emploi, application d'une réforme démocratique de la fiscalité.

Le tout étant complété par une politique systématique de paix, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Ainsi le dégagement des dépenses englouées dans la constitution de la force de frappe, le retour au bénéfice de la nation des profits fabuleux réalisés dans les secteurs tenus actuellement par les monopoles permettraient d'assurer un niveau de vie plus élevé et de financer le développement harmonieux de l'économie.

Le Parti Communiste ne revendique pas pour lui seul, le pouvoir, comme certains dirigeants de la F.G.D.S. ont tendance à le faire, ce qui est irréaliste, car cette formation ne peut pas exercer le pouvoir avec 20 % des suffrages.

La véritable question posée devant le pays n'est pas gaullisme ou communisme, mais dictature ou démocratie. La meilleure réponse des républicains et des gens de progrès à la violente attaque gaulliste contre le Parti Communiste Français et aux aspirations dictatriorales du régime personnel, c'est de voter massivement pour les candidats communistes.

Dimanche 23 Juin, dès le premier tour, dans la circonscription de MONTELIMAR - NYONS, assurez la défaite de Jean ESCOFFIER, représentant du pouvoir gaulliste, et de Gilbert SAUVAN, candidat de la réaction.

VOTEZ POUR CHARLES MONIER

et son suppléant **MARCEAU BRÈS**

Pour un gouvernement Populaire et d'Union Démocratique

Votez Communiste

VU : Les Candidats.

IMPR. VÉZIANT. CREST